

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 12 février 2021

Date d'affichage : 12 février 2021

<b>OBJET :</b>	<b>Adhésion à la convention de Groupement de commandes pour l'enlèvement et le traitement des dépôts sauvages de déchets ménagers et assimilés et/ou amiantés sur le territoire des communes du SIAVED</b>
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit février, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :**

Michel VENIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN,  
Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ,  
Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET,  
Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE,  
Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI,  
Florence CARBOULET, Régis FASSART, Laurence SALVA,  
Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Séga SOUMARE,  
Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET,  
Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET,  
Caroline VARLET

**Absents ayant donné pouvoir :**

Me PULLIAT a donné procuration à Mr TISON  
Me BOUDRY a donné procuration à Mr MERVILLE  
Mr BRAHMA a donné procuration à Me CARLIER R.  
Me CARLIER V. a donné procuration à Mr VENIAT

**Absents :**

Mr NOULIN

**Secrétaire de séance :**

Me CARBOULET

**Nombre de** En exercice : 33  
**Conseillers** Présents : 28  
**Municipaux :** Votants : 28 + 4 procurations

**Vote :** Pour : 32 / 32  
Contre : 0 / 32  
Abstentions : 0 / 32

**Présentation :**

La prolifération anarchique des épaves et des dépôts illégaux de déchets constitue une nuisance pour l'environnement et porte atteinte à l'harmonie et à la qualité des espaces naturels. Un dépôt illégal est un dépôt d'ordures, quel qu'en soit la nature ou le volume, en un lieu où il ne devrait pas être. Ils représentent une menace quant au risque d'incendie, de blessure, d'intoxication... et provoquent des nuisances visuelles et olfactives. Les dépôts de déchets sont interdits depuis la loi du 15 juillet 1975, mais ils font toujours partie de notre paysage bien que la totalité des déchets (ordures ménagères, déchets végétaux, encombrants...) dispose aujourd'hui d'une filière de collecte appropriée.

Les Intercommunalités (CAPH, CA2C et CCCO) et les communes constituant le territoire du SIAVED par le biais des différentes intercommunalités auxquelles elles sont rattachées (CAPH, CCCO et CA2C), sont aussi confrontées à l'existence de dépôts sauvages de déchets ménagers et assimilés et/ou amiantés.

Afin de mutualiser les prestations induites par l'enlèvement et le traitement des dépôts sauvages, il est proposé à la Ville de Douchy-Les-Mines d'adhérer à un groupement de commandes pour l'enlèvement et le traitement des dépôts sauvages de déchets ménagers et assimilés et/ou amiantés, dont le SIAVED serait le coordinateur.

Ce groupement aurait pour objet les prestations de conditionnement, d'enlèvement, de transport et de traitement de dépôts sauvages de déchets ménagers ou assimilés et/ou amiantés sur le territoire des Intercommunalités et des communes adhérentes, chaque membre prenant en charge la commande et le paiement des interventions relevant de sa compétence (Tri, traitement, etc...).

Le SIAVED, coordinateur du groupement serait chargé :



- d'élaborer l'ensemble des pièces des dossiers de consultation
- de publier les avis d'appel public à la concurrence et d'attribution des marchés susvisés.
- de publier le dossier de consultation des entreprises sur la plateforme de dématérialisation.
- de gérer l'information auprès des candidats : réponse(s) aux questions des candidats, modifications de détails et compléments apportés aux dossiers de consultation, etc...
- de réceptionner les plis contenant les candidatures et les offres.
- de procéder à l'ouverture et à l'examen des candidatures, et le cas échéant, de demander aux candidats ayant remis un dossier de candidature incomplet (pièces réclamées absentes ou incomplètes) de le compléter.
- de convoquer les membres de la Commission d'Appel d'Offres du groupement pour l'ouverture des offres et le choix des titulaires.
- d'analyser les offres.
- de la mise au point des composantes des marchés : demandes de pièces justificatives auprès des titulaires etc...
- d'informer les candidats non retenus, et de leur communiquer les motifs de rejet de leur candidature ou de leur offre.
- de l'autorisation donnée au Président du SIAVED pour signer les marchés pour le compte de l'ensemble du groupement.
- de la rédaction des rapports de présentation des procédures de passation.
- de la signature des marchés par le Président du SIAVED et leur transmission au service chargé du contrôle de légalité.
- de la notification des marchés aux titulaires.
- de l'information des membres du groupement en ce qui concerne les éléments financiers des marchés et l'identité des candidats retenus.

La durée de cette convention de groupement serait celle du mandat municipal en cours.

#### Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2122-22, 4° ;

Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatif aux groupements de commandes ;

Considérant l'intérêt pour l'ensemble des acteurs publics de mutualiser leurs achats à des fins d'amélioration qualitatives de leurs intervention et d'optimisation de la dépense publique ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

<b>ADHERE</b>	au groupement de commandes pour l'enlèvement et le traitement des dépôts sauvages de déchets ménagers et assimilés et/ou amiantés sur le territoire des communes formant le territoire du SIAVED entre le SIAVED, la CAPH, la CA2C, la CCCO et les communes intéressées.
<b>APPROUVE</b>	les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes, annexé à la présente délibération.
<b>AUTORISE</b>	Monsieur le Maire à signer la convention que dessus ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.